



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat
CS 40 331
31776 Colomiers Cedex

Colomiers, le 24/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ASTEO (unité d'incinération des boues)

Usine de Ginestous - Garonne
51 chemin de Chantelle - CS82341
31021 Toulouse Cedex
31000 Toulouse

Références : 2025/547

Code AIOT : 0006802369

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2025 dans l'établissement ASTEO (unité d'incinération des boues) implanté Usine de Ginestous - Garonne 51 chemin de Chantelle - CS82341 31021 Toulouse Cedex 31000 Toulouse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 22 octobre 2025 vers 10h, un incendie s'est déclaré au niveau du filtre à manches de la ligne d'incinération n°1 du site ASTEO (incinérateur des boues de la STEP de Toulouse métropole).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ASTEO (unité d'incinération des boues)

- Usine de Ginestous - Garonne 51 chemin de Chantelle - CS82341 31021 Toulouse Cedex 31000 Toulouse
- Code AIOT : 0006802369
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ASTEO exploite, sur le site de la station d'épuration de Toulouse Ginestous, une usine d'incinération des boues de la station pour une capacité autorisée de 8000t/an exprimée en matière sèche, constituée de 2 lignes d'incinération d'une capacité de 0,9 t/h de matière sèche par ligne (3,6 t/h de boues par ligne).

L'usine d'incinération des boues relève de la législation des installations classées et son exploitation est réglementée par un arrêté préfectoral pris le 19/01/2001 modifié en dernier lieu le 19/02/2020. L'installation relève également de la directive «IED».

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Une information a été faite à l'exploitant concernant la procédure en ligne de télédéclaration. Cette procédure sera obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2026 pour tous les incidents/accidents survenus sur une ICPE et est déjà accessible.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration accident	Code de l'environnement du 22/10/2025, article R.512-69	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Rétention des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 22/10/2009, article 7.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 22 octobre 2025 est une visite réactive consécutivement au départ de feu au niveau du filtre à manches la ligne d'incinération n°1 du site ASTEO de Toulouse.

Présentation de l'événement et déroulement des faits

Un incendie est survenu dans le filtre à manches du traitement des fumées de la ligne n°1 d'incinération, nécessitant l'intervention des pompiers. L'arrêt des deux lignes d'incinération a été réalisée pendant leur intervention. La fin de l'intervention des pompiers a eu lieu vers 14h. N'ayant pas pu joindre l'unité inter-départementale, l'exploitant a joint l'astreinte DREAL.

L'inspection a également été informée de l'événement par la préfecture (mail vers 13h30).

Les actions menées le 22 octobre suite à l'extinction de l'incendie sont les suivantes :

- Réalimentation progressive en énergie des deux lignes d'incinération ;
- Remise en service du four n°2 et maintien en température du four n°1 (postérieur à la visite d'inspection) ;
- Sollicitation au maximum de la filière d'évacuation en plateforme de compostage.

Résumé des constatations de l'inspection

L'ensemble des eaux incendie ont été confinées sur le site et envoyées vers les installations de traitement des eaux usées.

Le jour de l'événement, l'exploitant ne sait pas mesurer les dégâts subis par ses installations à cause du feu et/ou des eaux d'extinction incendie.

Propositions de l'inspection

L'événement survenu sur la ligne n°1 n'a eu aucune conséquence sur la ligne d'incinération n°2. La remise en service de la ligne n°2 a pu être faite très rapidement après le départ de feu.

Un rappel de l'article R.512-69 du code de l'environnement a été fait pour informer l'exploitant de la nécessité de déclarer tout incident ou accident, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/10/2025, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident.
Constats :

Cf. présentation supra des circonstances de l'événement.
L'arrêt de la ligne n°1 est estimée à 4 semaines maximum selon l'exploitant.

L'inspection des installations classées rappelle que dès la survenue d'un incident ou d'un accident, l'exploitant est tenu de l'en informer par mail ou par téléphone, dans les meilleurs délais. Il transmet également un rapport décrivant la chronologie de l'événement, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les mesures d'urgence prises, les mesures envisagées (sur le court et le long terme) pour éviter que de tels événements ne se reproduisent.
L'inspection rappelle qu'elle a transmis dès le 28 août 2025 la fiche de notification d'accident ou d'incident à compléter (fiche BARPI) et la retourner à l'inspection des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection de la remise en service de la ligne n°1 et de fournir :

1. un rapport d'analyse approfondie de l'évènement analysant les causes ;
2. des propositions d'actions, sur la base du retour d'expérience, visant à éviter qu'un incident similaire ne se reproduise.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Rétention des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2009, article 7.6.1

Thème(s) : Risques accidentels, Risques technologiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Constats :

Les eaux d'extinction ont été retenues dans l'ovoïde présent à proximité des installations d'incinération. Environ 3 m³ ont été nécessaires pour contraindre le départ de feu.

Selon l'exploitant, les eaux d'extinction seront ensuite pompées et envoyées vers les installations de traitement des eaux usées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de préciser le devenir des eaux d'extinction incendie ainsi que des boues (REFIB) vues sous le filtre à manches.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois